SYNDICAT PENITENTIAIRE DES SURVEILLANTS
CORPS D'ENCADREMENT ET D'APPLICATION

Centre Pénitentiaire de TOULOUSE-SEYSSES

UNE ARME À FEU INTERCEPTÉE au QSL !

QUAND UN QUARTIER DE SEMI-LIBERTÉ DEVIENT UN VÉRITABLE FOURRE-TOUT !

Ce mardi 3 novembre dans l'après-midi, la surveillante en poste au QSL a repéré, lors du passage au **bagage X**, un objet suspect dans les effets d'une personne détenue de retour.

La vérification menée avec ses collègues et un gradé a révélé **une véritable arme de poing non chargée (Révolver) + des munitions + un chargeur de pistolet vide Sig Sauer Pro 9mm**, le tout dans son sac à dos. **Après cette découverte, le quartier a été bloqué et une fouille a été réalisée.**

LE SPS-CEA SALUE CHALEUREUSEMENT LES AGENTS dont la vigilance exemplaire, la réactivité, le sang-froid et le professionnalisme de toute l'équipe, ont permis cette interception majeure.

BRAVO À NOS COLLÈGUES QUI SONT LE PREMIER REMPART DE NOTRE SÉCURITÉ !
DES FÉLICITATIONS DE LEUR ADMINISTRATION S'IMPOSENT !!!

UN QSL DEVENU UN FOURRE-TOUT !

Le QSL devait être un outil de réinsertion : travail, formation ou projet concret de sortie. Mais aujourd'hui, **combien de personnes accueillies correspondent encore à cette vocation ?** Entre les profils de plus en plus éloignés de ce régime, des horaires de retour ingérables et des états d'alcoolisation des publics, les personnels de surveillance doivent gérer des situations proches de la détention classique.

Pour remplir les places disponibles, le QSL est également utilisé pour accueillir des détenus relevant d'une logique de maison d'arrêt. **À force de vouloir le remplir à tout prix, on le vide de son sens !**

TOUJOURS PLUS, JAMAIS PLUS D'AGENTS !

On modifie l'utilisation des locaux, on accueille de nouveaux profils, on multiplie les contraintes et les risques… **sans aucun apport supplémentaire en personnel et sans un dimensionnement adapté des structures en fonction des publics à gérer !** Encore une fois, les mêmes collègues doivent tout absorber. **L'administration ne peut donc pas changer les missions sans adapter les effectifs et les moyens de sécurité.**

DES BESOINS EN MAISON D'ARRÊT !

Alors que nos maisons d'arrêt débordent, quel sens y a-t-il à maintenir coûte que coûte des places de semi-liberté sous-utilisées, puis à les transformer en annexe de détention ?

Le SPS-CEA ne conteste pas les décisions du juge. Il dénonce les choix d'organisation de notre administration. Il faut étudier sérieusement la **reconversion du QSL en capacité de détention réellement adaptée, avec les effectifs et les moyens indispensables.**

LE SPS-CEA EXIGE :

- **Un retour d'expérience (RETEX) sur cette découverte et la fouille du quartier ;**
- **Un bilan des profils accueillis et du fonctionnement réel du QSL ;**
- **La fin de son utilisation comme simple réserve de places de détention ;**
- **Des renforts en personnel et une réflexion sur sa reconversion sécurisée.**

Le SPS-CEA soutient les personnels du QSL. Il exige que l'administration prenne enfin ses responsabilités et les mesures pour stopper l'affectation de détenus dont les profils sont incompatibles avec les structures des Quartiers Semi-Liberté.

Pour le bureau local du SPS-CEA le 05/11/2026

Le détenu tente d'entrer à la prison de Seysses avec un pistolet

Un détenu de 32 ans a été arrêté mardi 3 novembre à son retour à la prison de Seysses, près de Toulouse. Une arme de calibre.357 Magnum chargée était dissimulée dans ses affaires.

Le portique de sécurité, « bagage X », a sonné à son retour à la prison de Seysses vers 14 heures ce 3 novembre 2026. Dans les affaires de ce détenu en semi-liberté, les surveillants ont découvert un pistolet 357 Magnum chargé, ainsi que le chargeur d'une autre arme. Cet homme de 32 ans a été interpellé ce mardi 3 novembre, avant d'être placé en garde à vue entre les mains des gendarmes de la brigade de recherches de Muret. La situation a entraîné l'intervention des ÉRIS et d'un chien. Aucune autre arme n'a été détectée dans les locaux.

Que comptait-il faire une fois à l'intérieur ? La découverte inquiète les agents, qui s'interrogent sur les intentions de cet homme et les conséquences qu'aurait pu avoir son passage en détention avec une arme.

« Nous sommes passés près d'un drame. Je félicite nos équipes qui, malgré le rythme insoutenable imposé par l'employeur, ont eu le réflexe qui a sauvé des vies. Cet homme aurait pu ouvrir le feu dès son arrivée et commettre un crime », estime David, représentant local du syndicat pénitentiaire des surveillants (SPS).

Condamné à une courte peine de prison en octobre 2026, ce ressortissant soudanais bénéficiait de la semi-liberté depuis quelques jours seulement. Il aurait expliqué avoir été menacé par des individus qui voulaient notamment mettre le feu à son domicile. L'audition du trentenaire doit permettre de préciser la nature des menaces qu'il invoque et les raisons pour lesquelles il aurait cherché à introduire cette arme chargée dans l'établissement.

Le syndicat s'inquiète

Au-delà de cette affaire, le SPS dénonce aussi l'utilisation du quartier de semi-liberté pour accueillir des détenus ne bénéficiant pas de ce régime. « Le quartier semi-liberté (QSL) sert à réinsérer les gens. Ils peuvent travailler en journée puis venir dans nos quartiers », rappelle David.

Le représentant syndical s'inquiète notamment de la visibilité qu'offre ce secteur sur les déplacements du personnel : « C'est embêtant puisque depuis cet emplacement, ils peuvent tout observer. Nos voitures, nos plaques d'immatriculation, nos habitudes. Ça expose tout le monde. »

Rémi Buhagiar



L'Homme était en prison depuis peu de temps. / DDM